

Article

« Les relations canado-américaines : Nationalisme et continentalisme »

Louis Balthazar

Études internationales, vol. 14, n° 1, 1983, p. 23-37.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701465ar>

DOI: 10.7202/701465ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES : NATIONALISME ET CONTINENTALISME

Louis BALTHAZAR*

ABSTRACT — *The Canadian-American Relations: Nationalism and Continentalism*

This paper's objective is to bring forth some elements which confirm the following hypothesis: Canada is consigned to continentalism, namely to economic and cultural integration with the United States though this fact is shrouded in a Canadian nationalism of sorts. The continentalist mentality is rooted in the history of British North America, inhabited mostly by refugees from America who have remained inherently "Yankees" in spite of their anti-americanism. The Confederation itself is based on a sort of complicity with the United States. More recently there were talks of a "North American nationality", and continentalism both cultural and economic has come to be seen as a "force of nature" which the governments, at the most, put into a channelling process. Still, it is possible for Canadian nationalism to exist provided it does not go beyond the threshold whence it would run headlong into the continental mentality. Canada has defined itself through an international or non-national perspective far too long for today's nationalism not to remain weak and poorly established.

But the Americans whose "manifest destiny" has succeeded in spreading over Canada without even their having tried to hoist their flag there find it to their advantage to maintain some form of Canadian sovereignty. Canada as a "friendly nation" can be of use to Washington. That is why there are almost as many advocates for Canada's independence in the United States as there are north of the border. Canadian nationalism can thus further the interests of some Canadian elites without seriously prejudicing continental integration which can very well afford not to be set up into formalized structures.

L'histoire du Canada est celle d'un débat presque ininterrompu entre les tenants de la thèse dite « continentaliste » et les défenseurs d'une identité canadienne (autrefois américano-britannique) distincte des États-Unis. Toute la politique canadienne à l'endroit de son voisin est marquée par ce débat, par ces deux influences continentaliste et nationaliste. Cette politique a consisté tantôt à resserrer les liens qui nous unissent aux États-Unis pour ensuite chercher à protéger le Canada contre une trop grande pénétration américaine.

Ces deux volets de la diplomatie canado-américaine sont peut-être moins contradictoires qu'il n'y paraît en stricte logique. Le présent article voudrait

* Professeur au Département de science politique de l'Université Laval, Québec.

démontrer qu'il existe même une sorte de complémentarité entre le maintien de la souveraineté « à la canadienne » et l'intégration du Canada à l'Amérique du Nord.

Plus précisément, voici l'hypothèse à laquelle je voudrais apporter, dans les lignes qui suivent, quelques éléments de confirmation :

- 1) Le Canada est fondamentalement continentaliste, c'est-à-dire voué à une forme avancée d'intégration économique et culturelle à l'Amérique du Nord (entendez, d'abord et avant tout, aux États-Unis); de par ses origines mêmes, sa tradition, sa situation contemporaine et ses intérêts tels qu'entendus par la très grande majorité de sa population.
- 2) Cette réalité est occultée partiellement par un nationalisme qui, faisant suite à l'antiaméricanisme et au britannisme d'antan, tend à préserver un minimum de souveraineté politique. Ce nationalisme, en raison même du fait qu'il repose sur des assises précaires, est voué à ne pas dépasser un certain seuil au-delà duquel il détruirait le continentalisme.¹
- 3) Dans ces conditions, nationalisme et continentalisme peuvent exister de pair sans contradiction. Bien plus, un certain nombre d'intérêts américains sont satisfaits par l'existence d'un Canada officiellement souverain comme il y a toujours des intérêts canadiens qui se nourrissent d'une certaine forme de nationalisme. Le continentalisme peut donc s'accroître à plusieurs égards sans entraîner nécessairement l'intégration politique entre les deux États ni même une intégration économique sanctionnée formellement par des accords ou des traités.

Ces propositions ne pourront pas être soumises à une démonstration en bonne et due forme dans le cadre limité de cet article qui ne vise qu'à ouvrir certaines avenues en vue d'une recherche plus élaborée.

I - LA VOCATION AMÉRICAINE DU CANADA

Le continentalisme a été défini surtout en termes économiques :

au minimum, comme la manifestation d'une volonté de permettre aux forces normales du marché plutôt qu'aux stratégies politiques et économiques des gouvernements de déterminer les flux commerciaux entre les États-Unis et le Canada.

ou

sous une forme plus intensive, comme devant comporter un certain degré de planification conjointe, de gestion conjointe des ressources et probablement aussi de politiques conjointes.²

1. Ces idées ont déjà été énoncées dans des écrits précédents du même auteur. Voir « Les relations canado-américaines » in Paul PAINCHAUD ed., *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*, Québec, C.Q.R.I., Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977, pp. 303-328; « Nouvelle atmosphère des relations canado-américaines », *Perspectives internationales*, sept.-oct. 1977, pp. 28-32; « Le Canada et les États-Unis: l'axe Nord-Sud détruira-t-il l'axe Est-Ouest? » in *Le Canada dans le monde*, coll. « Choix », Centre québécois de relations internationales, Québec, pp. 39-49.

2. Harald Von RIEKHOFF, John H. SIGLER, Brian W. TOMLIN, *Canadian-U.S. Relations: Policy Environment, Issues and Prospects*, Montréal, C.D. Howe Research Institute, 1979, p. 65. Traduction libre.

Le continentalisme dont il sera question dans cet article est une réalité à la fois moins technique et plus globale. J'entends traiter davantage de la volonté de laisser circuler des biens et des personnes librement entre les deux pays plutôt que des formes particulières que peut prendre l'intégration des deux sociétés. Entendu ainsi, le continentalisme est avant tout une mentalité, un état d'esprit et il embrasse aussi bien les valeurs culturelles que les denrées économiques. À cet égard, il me paraît bien étrange d'entendre des économistes « continentalistes » déjà porteurs d'une culture nord-américaine s'appliquer à distinguer l'intégration économique de l'intégration culturelle et à affirmer que l'une n'entraîne pas nécessairement l'autre. Il est bien vrai que l'intégration culturelle ne suit pas l'intégration économique. Elle la précède.

Pour comprendre la mentalité continentaliste, il faut remonter aux origines du Canada moderne qui sont directement reliées à l'existence des États-Unis. « There could not be a Canada without the U.S. », écrivait l'historien J.M.S. Careless et il s'empressait même d'ajouter: « and may not be a Canada with one »³. Voilà bien l'origine du continentalisme: le Canada n'existe que par les États-Unis et existe-t-il vraiment?

Deux événements vont déterminer la constitution de cette entité nord-américaine particulière: l'acquisition du Canada par la Grande-Bretagne en 1763 et la Révolution américaine en 1776. Le Canada moderne reçoit son cadre du premier événement et son contenu du second. S'il existe un Canada aujourd'hui, c'est que d'abord, les Canadiens français, satisfaits de l'Acte de Québec de 1774, n'ont pas voulu se joindre à la Révolution américaine et que, par la suite, des dizaines de milliers de Loyalistes sont venus s'installer sur ce territoire demeuré soumis à la Couronne.⁴ Pour des raisons fort différentes, Canadiens (français) et Loyalistes ont cru qu'il y allait de leur intérêt de demeurer sous la tutelle britannique, les premiers probablement en raison d'un certain conservatisme et des garanties accordées par la Couronne à leur langue et à leur religion, les seconds pour des raisons d'ordre économique ou de convenance pratique.

Mais il faut ajouter tout de suite, pour comprendre le continentalisme congénital des Canadiens, que cette résolution d'échapper à la République américaine n'était pas aussi forte qu'on a voulu la définir par la suite ni chez les Canadiens ni chez les Loyalistes. Ils s'en trouveront plusieurs, au sein du premier groupe, pour regretter de n'avoir pas joint la Révolution et plusieurs leaders politiques du Bas-Canada, de Papineau à Dorion, voudront flirter avec la République voisine. Le mouvement annexionniste sera toujours assez fort au Québec. Quant aux Loyalistes, ils ne cesseront de se comporter comme des Américains qu'ils étaient. Le fait de n'avoir pas participé à la Révolution et surtout d'avoir été, en conséquence, chassé de leurs terres d'une manière plutôt cruelle a pu changer leur attitude vis-à-vis de

3. « Hooray for the Scars and Gripes! » in A.W. PURDY ed., *The New Romans*, Edmonton, Hurtig, 1968, p. 134. Cité par Janet MORCHAIN, *Sharing a Continent*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1973, p. 10.

4. « English Canadians came into being as a by product of the American Revolution », écrivent fort à propos David V.J. BELL et Lorne TEPPERMAN dans un ouvrage intitulé *The Roots of Disunity* qui retrace les origines des cultures politiques canadiennes. Toronto, McClelland and Stewart, 1979, p. 45.

leurs anciens compatriotes, surtout vis-à-vis des nouveaux gouvernements des États-Unis. Mais cela n'avait en rien modifié leur mentalité. De telle sorte qu'on a pu les définir comme des « anti-American Yankees ». ⁵ Car ils sont demeurés imbus des valeurs américaines qui avaient germé dans les colonies bien avant la Révolution. Ils se devaient sans doute de protester contre l'humiliation qu'ils avaient subie, ils se sont fièrement retranchés dans leurs institutions britanniques, leur nouvelle raison d'être. Mais leur coeur, leur mentalité, leurs moeurs demeuraient américains. Ceux, parmi eux, qui ont tenté le retour en Grande-Bretagne se sont vite rendus compte qu'ils étaient bien plus américains que britanniques.

Il est important de souligner que la Révolution américaine n'était pas une à caractère idéologique et qu'elle n'a donc pas produit, comme la Révolution française ou plus tard la Révolution russe, un nouveau type de citoyen, une nouvelle mentalité. Les Américains ne se sont pas révoltés contre la Grande-Bretagne, mais contre Georges III, contre un système impérial particulier. En conséquence, ceux qui ne se sont pas révoltés ne doivent pas être considérés comme étant essentiellement rétrogrades. Ils pouvaient avoir conservé le même idéal progressiste américain tout en croyant devoir le poursuivre dans le cadre de l'Empire.

Un historien va même plus loin en affirmant que les Révolutionnaires américains, loin de s'opposer à la Grande-Bretagne comme telle, visaient plutôt à prendre la relève, à déplacer la métropole de l'Empire vers l'Amérique. ⁶ Cette vision des choses est particulièrement éclairante pour l'évolution du Canada. Dans cette perspective, les Canadiens sont différents des Américains en ce qu'ils mettent un peu plus de temps à accepter le déplacement de la métropole.

Quoiqu'il en soit, un fait historique saute aux yeux. À peine plus de trente ans après la naissance des États-Unis, les Britanniques sont redevenus les meilleurs amis de la jeune république. À compter de 1815, Américains et Britanniques ont compris qu'ils n'avaient pas intérêt à se faire la guerre et que, bien au contraire, ils appartenaient, toujours dans une certaine mesure, à un même système. En 1823, les Britanniques apportent leur concours à l'élaboration de la Doctrine Monroe qui s'adresse directement aux visées de la Sainte Alliance (entendez la Russie, l'Autriche, l'Espagne) sur l'hémisphère mais pas du tout à la Grande-Bretagne et à sa colonie canadienne. Jefferson écrivait au Président Monroe :

Great Britain is the nation which can do us the most harm of anyone, or all on earth; and with her on our side we need not fear the whole world. With her then we should most sedulously cherich a cordial friendship. ⁷

Si l'amitié américano-britannique allait signifier l'existence d'un système spécial de relations atlantiques entre peuples anglophones, à plus forte raison allait-elle contribuer à la consolidation du système nord-américain.

5. *Ibid*, p. 82. Les auteurs comparent les Loyalistes à ces Américains venus au Canada en raison de leur opposition à la guerre du Vietnam et qui n'en sont pas moins demeurés profondément Américains.

6. Voir William Appleman WILLIAMS, *Empire as a Way of Life*, New York, Oxford University Press, 1980.

7. Cité par John Bartlet BREBNER, *North Atlantic Triangle*, Toronto, The Ryerson Press, 1945, p. 108.

D'ailleurs, la géographie avait toujours imposé une sorte d'inclusion naturelle du Canada dans l'univers américain, d'autant plus que la très grande majorité de la population canadienne est toujours demeurée rive à la frontière américaine comme à une sorte d'aimant :

This American propinquity, écrit John Sloan Dickey, is the single most pervasive fact of Canadian national life. The people of no other major nation are similarly pinned to the border of a single neighboring country... Canadians are a border people.⁸

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'un mouvement annexionniste ait toujours existé au Canada et que le courant favorable à l'intégration économique ait souvent marqué des gains. Politique de « réciprocité » dans les échanges entre 1854 et 1866, projet d'union commerciale vers la fin du siècle, accords Taft-Laurier sur le libre-échange, jamais concrétisés cependant en raison de la défaite de Laurier en 1911 et d'une resurgence du protectionnisme.

La Confédération elle-même, qui répondait sans doute à un désir de consolidation de l'identité canadienne et à une volonté d'échapper aux menaces de main-mise américaine, rendait à certains égards le Canada plus vulnérable. John Holmes le soulignait récemment en comparant le système de défense canadien à une baie vitrée.⁹

Le sentiment impérialiste qui animait des hommes politiques comme Sir Robert Borden et Arthur Meighen ne les a pas empêchés de manifester une profonde sympathie à l'endroit des Américains, de prévoir même avec approbation le mouvement d'américanisation de la politique étrangère du Canada. Borden s'adressait en ces termes au Cabinet de guerre impérial en 1918 :

Future good relations between ourselves and the United States were... the best asset we could bring home from the war.¹⁰

Plus tard, Meighen félicitait le délégué canadien à la première assemblée générale de la S.D.N. pour avoir tenu des propos anti-européens semblables à ceux des isolationnistes américains.¹¹

Enfin, le premier ministre Mackenzie King se fit, tout au long de sa carrière, l'avocat d'une politique étrangère canadienne à l'américaine. C'est lui qui s'assura que les États-Unis se porteraient à la défense du Canada si ce dernier était attaqué par une puissance européenne, en raison de son entrée en guerre en 1939. Cette entente tacite était le prélude aux accords d'Ogdensburg (1940) sur la collaboration

8. J.S. DICKEY, *Canada and the American Presence, the U.S. Interest in an Independent Canada*, New York, New York University Press, 1975.

9. « After the American Civil war we amalgamated scattered settlements from coast to coast to strengthen ourselves against the threat from the South. In fact we made ourselves thereby more vulnerable, but we had to trust the American respect for constitutional authority. Our defences were plate glass. » John W. HOLMES, *Life with Uncle, The Canadian-American Relationships*, Toronto, University of Toronto Press, 1981, p. 44.

10. Cité par Ramsey COOK in Janice L. Murray ed., *Canadian Cultural Nationalism*, New York, New York University Press, 1977, p. 26. Boden poursuivait ainsi : « ... if the future policy of the British Empire meant working in cooperation with some European nation as against the United States, that policy could not reckon on the approval or support of Canada. », *ibid.*

11. Voir James EAYRS, *In Defence of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1964, p. 4.

militaire (qui crée l'office de la défense conjointe) et de Hyde Park (1941) sur la production de guerre.

La vocation continentale apparut de plus en plus évidente à mesure que perdait de son importance la relation du Canada à la Grande-Bretagne. Le mythe britannique avait été la raison d'être par excellence du Canada, de l'Amérique du Nord britannique. Qu'allait devenir le Canada, s'il devait être tout à fait indépendant de la Grande-Bretagne, si cette dernière devait cesser d'être le premier partenaire commercial du Canada, la source de la plus grande partie des investissements étrangers et si au surplus on devait assister au démantèlement de l'Empire et même à l'europanisation du Royaume Uni ?

La réponse est évidente. Le seul obstacle important à l'américanisation du Canada une fois disparu, le Canada n'appartenait plus désormais qu'à un seul système économique et culturel sinon politique, celui de l'Amérique du Nord.

Déjà, en 1907, un journaliste américain, Samuel E. Moffet, pouvait conclure une sérieuse thèse de doctorat par ces mots : « The English-speaking Canadians protest that they will never become Americans – they are already Americans without knowing it. »¹² Plus récemment, un universitaire américain d'origine canadienne parlait d'une nouvelle nationalité nord-américaine fondée sur les idéaux de droits et de libertés propres à la tradition anglo-saxonne.¹³

L'historien Frank Underhill, pour sa part, parle sans équivoque. À ses yeux, les Canadiens sont des Américains et ne gagnent rien à se voiler cette réalité :

The so-called « alien » American influences are not alien at all ; they are just the natural forces that operate on a continental scale in the conditions of our twentieth-century civilization.

... it is massive consumption and the North American continental environment which produce the undesirable aspects of « mass-communication », not some sinister influences in the United States.

... So if we will only be natural, and stop going about in this eternal defensive fear of being ourselves, we shall discover that we are very like the Americans, both in our good qualities and in our bad qualities.¹⁴

Enfin, qu'on me permette une dernière citation d'universitaires canadiens-anglais qui reconnaissent la forte intégration culturelle du Canada anglais aux États-Unis :

Though we speak the same language, indeed partake of the same food, books, clothes, mass media, life styles, and so on, we protest that we are different.

12. Samuel E. MOFFET, *The Americanization of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1972, p. 114.

13. « So far as Canadian academic migration is concerned, this means an awareness of the growth of a North American nationality in which the old loyalties are cherished, not for provincial exclusiveness but for the maintenance of the enduring virtues which embody the ideals of human rights and freedom as expressed in the history and the institutions of both Canada and the United States. » H.T. SHOTWELL cité par W.L. Morton in *The Canadian Identity*, Toronto, The University of Toronto Press, 1961, p. 110.

14. « Notes on the Massey Report », *Canada Forum*, August 1951. Reproduit dans Janet MORCHAIN, *op. cit.*, pp. 210-211.

Yet we seemingly want to be different only to the extent of being called Canadians. In photographic terms, we are merely the negative.¹⁵

Une fois établie la présence au sein de la population canadienne d'une volonté ferme de partager les valeurs américaines, de considérer, à toutes fins pratiques, toute l'Amérique du Nord comme une seule société, peut-on s'étonner de la vigueur du continentalisme? John Holmes compare le phénomène à une « force de la nature » que les gouvernements canadiens s'emploient à contrôler et à discipliner en vue de conserver une place propre à un Canada souverain dans l'ensemble nord-américain.¹⁶ Aussi, ce ne sont pas les différents accords d'intégration militaire et la présence des capitaux américains au Canada qui rapprochent les Canadiens des Américains. C'est bien plutôt le fait que Canadiens et Américains sont déjà très proches, c'est cette « force de la nature » qui ouvre la voie à l'intégration continentale.

Il était donc tout naturel que les Canadiens acceptent de considérer la défense du continent nord-américain comme une et indivisible en créant N.O.R.A.D. et en bénéficiant des accords sur la production de défense. Il était naturel que le Canada participe à l'Alliance atlantique et à son organisation militaire, l'O.T.A.N., non pas tellement, comme on l'a dit souvent, pour diminuer notre dépendance des États-Unis ou tout au moins pour la « multilatériser » en nous appuyant sur les Européens, mais bien plutôt pour y suivre les États-Unis. Peut-on vraiment imaginer le Canada dans l'O.T.A.N. si les États-Unis n'y étaient pas?

L'intégration économique du Canada aux États-Unis, la part énorme que prennent nos échanges avec les Américains dans l'ensemble de notre commerce extérieur, toujours aux alentours de soixante-dix pour cent en dépit des troisième option et efforts répétés de diversification, c'est là encore « une force de la nature », une sorte de contrainte géographique mais aussi une conséquence naturelle du désir de tant de Canadiens de se situer dans l'espace américain.

Il m'apparaît toujours étrange d'entendre des Canadiens anglais utiliser un « nous » canadien pour dénoncer l'exploitation américaine, la spoliation de « nos » ressources naturelles, l'invasion de la culture de masse américaine aux dépens de « notre » culture sans jamais trop analyser ni remettre en question ce « nous » canadien. Or ce « nous » est composé de quantité de personnes qui se font les défenseurs des États-Unis avant que les Américains eux-mêmes le fassent, qui envisagent leur mobilité sociale dans l'espace nord-américain, qui lisent tous les jours dans leurs journaux des nouvelles au sujet « du » Président ou « du » Congrès (sans qu'on spécifie qu'il s'agisse des États-Unis), qui regardent une télévision américaine, des films américains, des compétitions sportives américaines, etc..

Dans presque chaque contentieux qui puisse exister entre les gouvernements ou d'autres agents de part et d'autre de la frontière, il existe toujours un groupe important de Canadiens pour défendre le point de vue américain et vice-versa. Par exemple, il s'est trouvé, au cours des années soixante, autant de volontaires canadiens dans les forces armées américaines au Vietnam que de défecteurs

15. David BELL et Lorne TEPPERMAN, *op. cit.*, p. 63.

16. *Op. cit.*, p. 43.

américains réfugiés au Canada. Il existe aussi sans doute autant de Canadiens que d'Américains pour critiquer le programme national d'énergie, l'agence d'examen des investissements étrangers et autres contraintes canadiennes à l'endroit des forces du marché.

Voilà pourquoi la tendance à l'intégration économique avec les États-Unis est toujours très forte. Elle n'empêche pas les conflits canado-américains d'exister ni les divergences profondes d'intérêt. Mais il se trouve que ces conflits et divergences se manifestent à l'intérieur d'un seul système, un peu comme des affrontements de classes ou de régions. On l'a déjà dit souvent: les Américains ont toujours tendance à considérer les questions canadiennes comme des questions régionales (débatues par les membres du Congrès intéressés et concernés) beaucoup plus que comme des questions de politique étrangère. Et voilà que les diplomates canadiens se font, depuis quelques années, démarcheurs au Congrès ou conférenciers auprès des clubs d'hommes d'affaires un peu comme des agents d'une entreprise américaine importante. C'est là une des raisons pour lesquelles les multiples organismes conjoints au niveau gouvernemental ne fonctionnent pas très bien.¹⁷ Car le continentalisme fait son chemin sans qu'il soit besoin de le sanctionner par des accords ou des institutions. Les forces de la nature ont raison de tout.

II – L'IDENTITÉ CANADIENNE

Pourtant le Canada a existé indépendamment des États-Unis, depuis plus de deux cents ans, il existe aujourd'hui comme un État souverain, avec tous les moyens d'une politique indépendante et il semble bien que cette souveraineté doive continuer de se manifester pendant plusieurs années à venir.

Le Canada a existé d'abord en raison de l'antiaméricanisme de sa population auquel s'est bientôt associé le « britannisme », c'est-à-dire une dévotion particulière à la Couronne britannique, à ses institutions et, prétendument, à des valeurs britanniques. À mesure que l'Empire s'étiolait et que la population canadienne d'origine non britannique s'accroissait, le britannisme a fait place, surtout après la Seconde Guerre mondiale, à l'internationalisme et à la fierté de constituer une puissance moyenne. Enfin, à la suite d'une certaine désillusion quant à la force de l'internationalisme comme mythe social et au statut de puissance moyenne, le nationalisme canadien s'est manifesté à divers niveaux de la population et dans certaines politiques gouvernementales.

Il est vrai que l'antiaméricanisme des Loyalistes et des premiers citoyens de l'Amérique britannique du Nord a été virulent, en conséquence du traitement très dur, parfois cruel, que les Américains avaient fait subir aux ennemis de la Révolution. L'expérience canadienne a consisté à faire la preuve qu'on pouvait développer un territoire nord-américain dans le cadre de l'Empire britannique, tout

17. « A problem for Canada, of course, has been that what preoccupies a Canadian cabinet is often regarded as of peripheral importance in Washington. That is why the various ministerial committees have never worked. » John HOLMES, *op. cit.*, p. 56.

en répudiant vigoureusement l'idéal nationaliste, l'idéal républicain et la culture politique américaine.

Mais cet antiaméricanisme ne voilait-il pas une nostalgie profonde de l'expérience américaine d'avant la révolution? Ne résultait-il pas davantage de l'humiliation subie de la part des compatriotes, de la souffrance d'un exil forcé que de divergences fondamentales? Autrement dit, la protestation antiaméricaine des Loyalistes semble bien n'être qu'une réaction de surface. Les valeurs fondamentales de la population anglophone du Canada demeuraient américaines. Les Britanniques qui émigraient au Canada ne s'y trompaient pas: mis à part le gouvernement, ils se sentaient presque aussi dépaysés qu'ils l'auraient été aux États-Unis.¹⁸

Malgré tout, le britannisme a fait son chemin au Canada du 19^{ème} siècle, même s'il n'a jamais eu vraiment raison des valeurs américaines. La Confédération est la sanction de ce vouloir-vivre britannique de la population du Canada. L'union des colonies britanniques d'Amérique en un seul État est marquée au coin d'une volonté de faire face à la menace américaine, de rendre possible le développement d'un pays non américain, la construction d'une ligne de chemin de fer canadienne vers l'ouest.

John A. Macdonald, le grand constructeur de la « Canadian nation », promoteur d'une politique dite « nationale » à l'endroit des États-Unis peut être vu comme l'ennemi juré du continentalisme. Il a su contrer de forts mouvements favorables à l'annexion aux États-Unis. Mais la doctrine continentaliste a survécu à Macdonald.

D'ailleurs, le nationalisme de Macdonald en est-il vraiment un? Il s'agit en fait bien plutôt d'une volonté d'établir une présence britannique en Amérique du Nord. La « nation » canadienne doit être membre de l'Empire. « A British subject I was born, a British subject I will die »¹⁹, affirme fièrement Macdonald en 1891. À proprement parler, le Canada n'est pas une nation mais une extension de l'Empire britannique en Amérique du Nord. Voilà pourquoi une nation canadienne-française et des régionalismes très forts peuvent exister dans un Empire sur lequel le soleil ne se couche pas.

Mais bientôt les Canadiens se sentent mal à l'aise au sein de cet Empire où des décisions sont prises pour eux ailleurs. Peu à peu, le Canada affirme son autonomie à l'endroit de la métropole britannique pour accéder enfin à la souveraineté complète en 1931. Verra-t-on apparaître un véritable nationalisme? Pas tout de suite, pour deux raisons. D'abord, c'est en raison même de son continentalisme que le Canada affirme son autonomie par rapport à la Grande-Bretagne: il échappe à la tutelle britannique pour se retrouver dans la mouvance américaine où il se sent plus confortable. En second lieu, tout se passe comme si la longue tradition impérialiste avait laissé aux Canadiens une sorte de legs sous la forme de ce qu'on a appelé l'internationalisme. À la présence dans l'Empire a succédé la présence dans le Commonwealth puis dans les organismes internationaux.

18. « One could find very little cultural difference between Upper Canada and the Northern United States before the 1830s... The travel literature in this period is full of remarks about the « Yankee » way of the Canadians... » Bell et Tepperman, *op. cit.*, p. 82.

19. W.L. MORTON, *op. cit.*, p. 64.

Pour une certaine période (et peut-être encore aujourd'hui, dans certains milieux), on a voulu faire de l'internationalisme la marque distinctive du Canada. « Canadian nationalism... is in fact a non-nationalism, as Canada is a non-nation », écrit fort justement l'historien Allan Smith.²⁰ Voilà donc la différence essentielle entre le Canada et les États-Unis. Les Américains constituent une nation qui appelle une sorte de conformité. Les Canadiens, en refusant de se joindre à la Révolution américaine, ont répudié le nationalisme. « C'est dans notre internationalisme que peut s'affirmer notre identité nationale », écrit encore John Holmes.²¹

C'est là sans doute une conception fort généreuse d'une identité nationale, qui ouvre des horizons illimités à la coopération internationale à l'extérieur et à la tolérance de la diversité culturelle à l'intérieur. Mais l'internationalisme des Canadiens risque fort, malheureusement, d'être un mot pour voiler l'absence d'identité canadienne propre et surtout, conséquence immédiate, le continentalisme des Canadiens. Pour une majorité d'entre eux, en effet, il semble bien que l'internationalisme se limite à l'attraction du pays voisin. Il se trouve aussi, encore bien malheureusement, que dans un monde de souverainetés nationales, il n'est pas facile de naviguer en se proclamant internationaliste. Voilà pourquoi probablement, depuis une quinzaine d'années, le gouvernement canadien joue beaucoup moins sur ce thème pour s'adonner davantage, comme le font les autres États, à l'affirmation nationale.

Mais qu'en est-il de notre soi-disant marque de commerce à l'intérieur? Le Canada a été souvent dépeint par les historiens et les sociologues comme une « mosaïque » par opposition au « melting-pot » américain. Voici ce qu'écrivait à ce sujet l'historien W.L. Morton: « ... one of the blessings of Canadian life is that there is no Canadian way of life, much less two, but a unity under the Crown admitting of a thousand diversities.²²

C'est là un thème qui a été repris à satiété par les intellectuels canadiens-anglais. Il y a sans doute là une bonne part de vérité. Pendant longtemps le Canada a été un pays de grande diversité culturelle et d'une certaine tolérance, bien que les minorités francophones hors Québec en aient bénéficié assez peu. Disons que la « diversité » devait parler anglais à tout le moins et que ces milliers de « ways of life » ne devaient pas trop perturber celui des élites au sommet de la mosaïque verticale!

Mais il est à se demander s'il y a là autre chose qu'une différence dans le rythme du développement entre le Canada et les États-Unis. Comme l'urbanisation du Canada a été plus tardive et que les politiques d'homogénéisation de la population « pour le bien-être de tous les Canadiens » sont venues plus tard, il a été possible au Canada, en raison même de la grande dispersion de la population, que des groupes culturels maintiennent pendant plus longtemps leur identité. Il faut dire aussi qu'on a eu tendance à invoquer le précédent canadien-français pour affirmer

20. Allan SMITH, « Metaphor and Nationality in North America », *The Canadian Historical Review*, September 1970 (LI, 3), p. 275.

21. John W. HOLMES, « Le Canada et le monde » dans *Le Canada au seuil du siècle de l'abondance*, Montréal, HMM, 1960, p. 158.

22. W.L. MORTON, *op. cit.*, p. 111.

une identité ethnique particulière. Ainsi, le concept de biculturalisme proposé par les francophones a été transformé en multiculturalisme. Ce dernier concept a d'abord signifié une préoccupation particulière pour les différents groupes ethniques mais il est devenu rapidement un instrument d'intégration et d'unification.

Quoiqu'il en soit, il m'apparaît plutôt fautif, en 1983, de fonder l'identité canadienne sur le concept de la diversité culturelle. Il est difficile de voir en quoi les Italiens de Toronto sont moins assimilés que les Italiens de Boston. L'internationalisme a donc fait place au nationalisme. On parle maintenant volontiers de la « nation » canadienne sans équivoque, de l'intérêt national, de la préservation de « nos valeurs culturelles » (?) à protéger contre l'invasion de la culture américaine. Il existe bel et bien un nationalisme canadien.

Mais ce nationalisme est établi sur le sable mouvant. Il n'est pas facile de transformer en nationalisme une identité fondée d'abord sur le refus du nationalisme, sur la participation à un empire, sur l'internationalisme. Les fondements mêmes du nationalisme canadien tendent à le nier. Voilà pourquoi il existe un seuil que ce nationalisme ne doit pas franchir sous peine de se détruire lui-même. Car on pourrait dire que beaucoup de Canadiens ne comprennent bien qu'un seul nationalisme, celui de Américains, comme c'était le cas il y a deux cents ans. Car il n'y avait pas alors deux nations en Amérique du Nord mais bien une nation et une non-nation. On peut se demander à juste titre si tel n'est pas le cas aujourd'hui.

En fait, ce qu'on peut observer, c'est l'étroitesse de la marge de manoeuvre du nationalisme canadien, non pas tellement parce que la puissance américaine lui fait obstacle, mais parce qu'il ne lui est par permis d'entraver la marche du continentalisme. Voyez ce qui arrive à la troisième option, à l'agence d'examen des investissements, à tout ce qui pourrait entraver le flux incessant des communications dites transnationales. C'est tout simplement que les Canadiens veulent puiser à la source américaine. Ils sont heureux de se dire « Canadiens » et non pas Américains à condition qu'on leur permette de vivre à peu près comme s'ils étaient aux États-Unis.

Les Québécois francophones paraissent plus authentiquement différents, surtout de par leur langue, bien qu'ils soient aussi fortement américanisés. On aime parfois, dans les colloques canado-américains, signaler la présence des Québécois au Canada comme un signe visible de la différence entre les deux pays. Mais ces mêmes colloques sont le plus souvent l'affaire presque exclusive des Canadiens de langue anglaise et les Québécois Francophones y brillent habituellement par leur absence. Ce qu'il faut dire, c'est que les relations canado-américaines, même sous leur jour politique, ont été dans l'ensemble l'apanage quasi exclusif des Canadiens anglais.

Malgré des fondements précaires et des appuis douteux, le nationalisme canadien continue pourtant d'exister. Pourquoi ne s'éteint-il pas en douce sous la pression des forces contraires ? C'est qu'il n'est pas tout à fait incompatible avec le continentalisme, comme je voudrais maintenant tenter de le faire voir.

III — COEXISTENCE DU NATIONALISME ET DU CONTINENTALISME

L'historiographie canadienne-anglaise souligne abondamment et avec fierté que les Canadiens ont résisté farouchement aux tentatives américaines d'annexer le Canada au cours du 19^{ème} siècle, guerre de 1812-1814, raids des Fenians, interventions dans la politique canadienne, utilisation de l'arme économique, etc.. Il n'est pas facile, bien sûr, d'affirmer qu'il aurait pu en être autrement, pas plus que l'inverse.

Mais il est permis de se demander pourquoi les Américains, qui ont réussi une révolution, étendu leur territoire envers et contre tous, Espagnols, Mexicains, Indiens, connu une guerre civile impitoyable pour enfin unifier le pays, pourquoi ne sont-ils pas parvenus à annexer le Canada?

La réponse qui me paraît la plus satisfaisante à cette question, réside dans le fait que la volonté d'étendre le territoire américain jusqu'au Nord n'a jamais été très forte, du moins, semble-t-il, n'a-t-elle jamais été longtemps présente à Washington. Est-ce à dire que la « destinée manifeste » ne s'appliquait pas au Canada? Je crois bien qu'elle s'appliquait, comme elle s'applique d'ailleurs à tout l'hémisphère occidental. Mais le cas du Canada est particulier. Il faut le voir dans le contexte de l'amitié américano-britannique dont il a été question plus haut. Le pouvoir américain aura compris assez tôt, semble-t-il, dès après 1815, que « la porte » canadienne était ouverte à l'expansion de la destinée manifeste, entendez surtout à l'expansion commerciale, et qu'on pourrait obtenir au Canada tous les avantages qu'on aurait obtenu de l'annexion sans les inconvénients d'une guerre et de ses conséquences.

Aujourd'hui plus que jamais la destinée manifeste s'applique au Canada. Les Américains ont besoin du Canada pour assurer leur sécurité énergétique, pour de multiples approvisionnements en matières premières et demain, probablement, pour y trouver d'abondantes réserves d'eau potable. Aujourd'hui encore, plus que dans le passé, en dépit du nationalisme, le Canada est déjà américain, déjà ouvert largement à des multiples transactions d'un côté à l'autre de cette frontière non défendue. On ne voit donc pas quels avantages importants les Américains pourraient tirer d'une pénétration politique directe au Canada. Le système nord-américain existe bel et bien et fonctionne passablement bien, nonobstant les récriminations des milieux politiques et des milieux d'affaires à l'endroit du « socialisme » canadien et du nationalisme non respectueux des forces libres du marché.

Il faut dire plus. Les Américains sont même prêts à apporter leur appui à un certain nationalisme canadien. Voyez ce que disait récemment un ambassadeur américain :

Canadians want to be less dependent, less focused upon the U.S. We encourage them in that. But we want them to do it in a positive way — by building new ties with other countries rather than just loosening their ties with us.²³

23. Thomas ENDERS, *U.S. New and World Report*, June 21, 1976, p. 67. Cité par Ramsay COOK, *op. cit.*, pp. 37-38.

Sans toujours aller aussi loin, la quasi totalité des élites américaines croient sincèrement que le Canada doit conserver sa souveraineté, son identité. « Canadians are different, but very much like us », me disait un jour un homme d'affaires américain. Cela résume bien l'attitude de la plupart des élites qui, aux États-Unis, s'intéressent au Canada. On aime beaucoup souligner les différences qui font du Canada un pays unique, dit-on, mais en même temps on se réjouit de ce qu'on puisse s'y sentir chez soi. En fait, les Américains ont intérêt à favoriser une identité canadienne distincte. Voici quelques raisons spécifiques.

1. Que le Canada soit un État indépendant, cela fait pour Washington un « ami » de plus. Ce n'est pas un mince avantage à une époque où les « nations amies » se comptent sur les doigts de la main. Ainsi, on a pu vivre une expérience fort réconfortante en 1980 quand, au beau milieu de la déprimante crise des otages en Iran, on a appris que l'ambassadeur du Canada avait offert l'asile à des diplomates américains. On peut encore citer les relations entre les deux États souverains comme un modèle de relations bilatérales. (Un modèle qui, bien sûr, ne s'applique nulle part; mais il est toujours réconfortant d'être un modèle).
2. Le Canada peut apporter à Washington un appui et un soutien précieux au sein des organisations multilatérales et des conférences internationales. Car le plus souvent, le Canada est le premier à s'aligner sur Washington, à défendre les thèses américaines. Il est souvent d'ailleurs perçu comme tel, ce qui lui a valu l'exclusion à la première conférence des pays industrialisés en 1975, parce que la France voyait le Canada comme un appendice des États-Unis. Washington a vu à corriger la situation et à convaincre les autres de l'indépendance du Canada.
3. Même dans les cas où Ottawa adopte des politiques différentes de Washington, cela peut rendre service aux États-Unis. Par exemple, l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine, de la part du Canada, a précédé heureusement l'ouverture américaine, comme une sorte de test ou de signe avant-coureur. Dans d'autres cas, le Canada pourra prendre des positions que Washington ne peut se permettre de prendre mais qui peuvent contribuer à des intérêts américains. Ottawa pourra encore à l'occasion jouer l'intermédiaire ou servir de laboratoire. Que par exemple le Canada ait de bonnes relations et des échanges économiques avec Cuba est loin d'être nuisible aux États-Unis.
4. Enfin, on a souvent comparé le Canada à une sorte d'entrepôt pour la République américaine. C'est là sans doute un excès de langage. Ne pourrait-on pas cependant voir le Canada, à l'occasion, comme une sorte d'aire de contestation (un peu comme ces espaces accordés aux manifestants sous l'œil vigilant de la police ou encore les sections de librairies intitulées « dissident »)? Il peut être utile que des Américains mécontents puissent être accueillis au Canada, comme par exemple les défecteurs de la guerre au Vietnam dans les années soixante. L'inverse peut aussi être utile pour les Canadiens. Il n'existe pas un pays au monde où « l'exil » puisse être aussi tolérable pour un Américain.

On pourrait sans doute trouver d'autres raisons qui militent en faveur d'un appui américain à la souveraineté canadienne, comme par exemple, certains intérêts

commerciaux qui peuvent tirer parti des lois d'un autre pays ou de la possibilité de jouer sur deux tableaux.

Il existe aussi, de toute évidence, un certain nombre d'intérêts canadiens qui militent en faveur de la souveraineté du Canada. Ces intérêts sont bien connus, ils ont été souvent soulignés. Ce sont ceux du pouvoir politique en place qui s'assure un certain prestige et qui se renforce du fait même de l'affirmation nationaliste, ceux de certaines élites économiques, du sud de l'Ontario en particulier, qui bénéficient de la croissance de certaines industries canadiennes aux dépens des restrictions imposées aux entreprises américaines concurrentes. Ce sont aussi les intérêts d'élites intellectuelles et artistiques qui ont besoin de se définir, de se donner une conscience nationale et de trouver des débouchés nationaux à leurs productions.

Mais il semble bien que l'ensemble de la population voie plus d'intérêts dans le continentalisme que dans le nationalisme. Il est vrai que des sondages ont révélé qu'une forte proportion de Canadiens approuvaient les politiques nationalistes. On peut dire de cette approbation ce qu'on peut dire de l'approbation américaine au moins tacite. Il faut aussi souligner le fort sentiment de culpabilité qu'on fait éprouver à ceux à qui on demande si oui ou non ils sont fiers d'être Canadiens. La symbolique nationaliste conserve son importance, ce qui explique peut-être le succès de la société Pétro-Canada au niveau de ses postes d'essence. Mais il existe trop d'indicateurs des choix de la population en matière de consommation culturelle (livres, cinéma, télévision), de sports, de voyages, de modes vestimentaires, d'habitudes alimentaires, pour tout dire de valeurs, pour qu'on puisse conclure que le nationalisme ait nui sérieusement aux progrès du continentalisme.

Le mouvement continentaliste est toujours soutenu par la très grande majorité des économistes qui acquièrent l'aureole des prophètes en période de crise, par de multiples agents, organisations, mouvements transnationaux de toutes sortes, échappant aux contrôles des gouvernements. Il est encore soutenu par la plupart des gouvernements provinciaux, surtout ceux qui tiennent, pour diverses raisons, à garder leurs distances par rapport à Ottawa. Car il semble bien que la vitalité de l'axe Nord-Sud soit inversement proportionnelle à celle de l'axe Est-Ouest.

À tous moments aussi, – cela fait partie de la vie canadienne – un rapport est déposé quelque part, le plus souvent à Ottawa, qui recommande la libéralisation des échanges, une plus grande intégration ou l'union économique avec les États-Unis. Exemples: un rapport du Conseil économique du Canada²⁴, un autre du comité sénatorial permanent des affaires étrangères²⁵, un projet rédigé par un conseiller politique du chef de l'opposition²⁶.

24. Le C.E.C. a recommandé le plus souvent le libre-échange entre les É.U. et le Canada. Voir son rapport de 1975: *Au-delà des frontières: Une nouvelle stratégie commerciale pour le Canada*.

25. Autre recommandation d'un libre-échange bilatéral. *Les relations Canada-États-Unis*, Ottawa, L'Imprimeur de la Reine, 1978.

26. Il s'agit d'un rapport de Duncan Edmonds, conseiller politique de M. Joe Clark en 1977 qui proposait une union économique et à certains égards politique avec les États-Unis qui prendrait la forme d'un « Traité de l'Amérique du Nord ». Voir *Ottawa Journal*, January 5, 1980, pp. 62-63.

Notons encore que le parti conservateur du Canada, le parti Tory autrefois gardien jaloux de la tradition britannique et de l'identité canadienne, ennemi de l'américanisation, est devenu le champion du rapprochement avec les États-Unis, critique des politiques nationalistes du gouvernement de M. Trudeau et représentant de l'idéologie néo-conservatrice américaine.

Toutefois, si le nationalisme est limité par un seuil qu'il ne doit pas franchir, il semble bien qu'il existe aussi un seuil pour le continentalisme. En raison de la présence même du nationalisme, toléré, sinon encouragé par les Américains et parce que le continentalisme de type nord-américain s'accommode mal de structures trop contraignantes ou de réglementations, il serait étonnant qu'on voie apparaître dans les prochaines années des accords nouveaux, encore moins un traité formel d'intégration économique nord-américaine.

En conclusion, le continentalisme nord-américain apparaît de plus en plus comme une force de la nature difficile à contrôler. En raison de son caractère non formel, il s'accommode assez bien des proclamations de souveraineté de la part du gouvernement canadien et de certaines politiques nationalistes. Il ne signifie pas, de toute évidence, la disparition du contentieux canado-américain. Au contraire, l'intensification du réseau nord-américain tend à multiplier les sources de frictions, comme il en existe d'ailleurs toujours à l'intérieur des pays bien organisés. Nationalisme et continentalisme, à condition qu'ils ne franchissent pas des seuils que peu de gens ont intérêt à franchir, peuvent donc coexister dans l'univers canadien pour un bon nombre d'années.